Congo
UN MONDE DE POSSIBLES





Ph. Baret

De nombreux chercheurs de l'UCL établissent des partenariat fructueux avec des chercheurs et enseignants congolais.

Ce dossier publié à l'occasion du 50e anniversaire de l'indépendance du Congo évoque le passé des relations de l'université avec ce pays et, surtout, met l'accent sur la riche diversité de la coopération qui a cours aujourd'hui entre les deux parties.

Plusieurs générations de professeurs et chercheurs collaborent à ce numéro. Ils sont spécialistes du pays ou y mènent des activités ponctuelles. Leurs regards croisés instruisent un point de vue critique sur l'histoire ainsi que sur les sphères économiques et politiques, et le développement général du pays. Une collaboration scientifique renouvelée émerge de ce diagnostic. Elle prolonge en quelque sorte le travail initié par le Pr Jean-Luc Vellut lorsqu'il a contribué au mouvement qualifié d'*invention de l'Afrique*.

Si les premiers enseignements sur le passé de l'Afrique organisés à Louvain sont marqués par l'européocentrisme qui conçoit la société africaine comme un objet immobile que l'Europe a pour mission d'intégrer à l'histoire (du Progrès), le point de vue s'est profondément réformé. L'accent est mis sur la capacité d'initiatives tant de responsables que de groupes de population dans leur manière de produire des biens, d'inventer des normes et de gouverner. Ce nouveau regard rend compte d'une efficacité parfois insoupçonnée et souvent sous-estimée dans des domaines tels que les pratiques agraires, médicales ou juridiques, pour ne citer que ceux-là.

L'UCL est active en République démocratique du Congo (RDC), notamment via le CIUF (le Conseil interuniversitaire de la Communauté française) au travers de sa commission universitaire pour le développement (CUD) que ce soit au Kivu, à Kinshasa et à Lubumbashi. A partir de 2002, cette collaboration s'est institutionnalisée et structurée au niveau de l'UNIKIN (Université de Kinshasa) et de l'UNILU (Université de Lubumbashi). Elle s'est poursuivie au travers de projets interuniversitaires ciblés à Butembo, Bukavu, Kisangani et Mbuji-May.

La RDC, et plus singulièrement la mégapole de Kinshasa, constitue un des lieux où s'invente le monde globalisé du XXIe siècle. En comprendre les ressorts, participer à son épanouissement et à son développement constitue un vrai défi scientifique relevé par des membres de notre communauté universitaire.

Michel Dumoulin et Pierre-Joseph Laurent, coordinateurs scientifiques de ces pages «Thème»

Le difficile chemin
VERS LA MODERNITÉ

Au sortir d'une guerre dévastatrice, la République démocratique du Congo est face à de nombreux chantiers. Interviewés par Pierre-Joseph Laurent, Philippe De Villé et François Ryckmans apportent leur éclairage sur ce pays qu'ils connaissent tous deux par l'intermédiaire de leur métier respectif, l'économie pour l'un, le journalisme de terrain pour l'autre.


REUTERS/Antony Njuguna

Pierre-Joseph Laurent (P.-J.L.): Vous connaissez tous deux le Congo. De quelle façon?

Philippe De Villé (Ph.D.V.): Je suis arrivé au Congo par le plus pur des hasards. En 1995, Marcel Crochet, alors recteur, m'a contacté pour me dire que l'Université catholique de Bukavu cherchait à développer une coopération institutionnelle avec l'UCL. Alors que je n'avais jamais mis les pieds en Afrique centrale, j'ai pris en charge cette coopération et me suis investi au sein de la Faculté des sciences économiques où j'ai créé, en 2003, le Laboratoire d'économie appliquée du développement (LEAD), dans lequel j'essaie d'exercer ce que j'appelle un partenariat actif. Nous tentons à la fois de former des jeunes chercheurs et de développer des recherches locales.

François Ryckmans (F.R.): Je suis journaliste. J'ai travaillé, depuis 1991, sur l'Afrique centrale, depuis le début de la Conférence nationale jusqu'à l'élection de Joseph Kabila.

P.-J.L.: Le Congo fête les 50 ans de son indépendance. Comment peut-on résumer ou donner une image de cet anniversaire?

Ph.D.V.: Mon impression générale est que ce pays n'est pas encore arrivé au stade de son évolution politique, sociologique, économique qui permettrait de dire que, oui, ce sont 50 ans au cours desquels on a vu l'amorce d'un réel développement. Malheureusement, on n'en est pas du tout là…

P.-J.L. Qu'est-ce qui l'en a empêché?

Ph.D.V.: Il y a plusieurs hypothèses. La première considère que le colonialisme a déstructuré une société traditionnelle en l'empêchant d'évoluer par elle-même et en lui imposant des structures artificielles qui continuent à l'étouffer, la période néocoloniale ne faisant d'ailleurs que la renforcer. Je partage en partie cette hypothèse, mais ce n'est pas le seul facteur à prendre en compte. La deuxième, c'est de dire que des fondements anthropologiques ancrés dans la société congolaise constituent un frein majeur à l'évolution de la société. J'en vois quatre: la prédominance du modèle du chef coutumier, une conception de l'économie qui est celle de la cueillette, la culture de l'oralité et, enfin, le jeu des solidarités destructrices, des mécanismes de solidarité normatifs profonds mais oppressifs.

F.R.: Je pense, au contraire, que le pays s'est formidablement développé. C'était vrai pendant toute la période de 1960 à 1975. Ensuite, malgré les crises sociales, économiques et politiques, la maturation de la population est exceptionnelle. Mais, c'est vrai, il y a des pesanteurs, et là, je partage cette analyse. Je pense qu'il y a des valeurs sociopolitiques complètement en décalage avec celles de la modernité.
Un autre fait inadapté aux sociétés politiques et sociales d'aujourd'hui, ce sont les stratégies d'accommodation par rapport au pouvoir. On ne prend pas les armes parce que c'est trop risqué, on peut en mourir ou être battu, donc on s'accommode, on ment ou on désigne un faux chef pour que ce soit lui qui soit fouetté. Ce qui explique, aujourd'hui comme hier, les faiblesses des opposi-

Les conditions de scolarisation des enfants congolais sont de plus en plus précaires, surtout dans les régions où les populations ont été déplacées.

Un homme porte des sacs de cuivre et de minerai de cobalt, dans une mine appartenant à la Gecamines, près de Lubumbashi. Pourtant l'abondance de richesses naturelles ne contribue pas au développement du pays.





REUTERS/David Lewis

tions... Autant rester à proximité du pouvoir pour en recueillir quelque bénéfice. Quant à la solidarité obligée, j'ai des exemples. Si vous dites à des Congolais: *«Mon chauffeur paie des études à son neveu, est-ce que vous en faites autant?»* Silence complet... Mais lorsque je discute avec mon chauffeur, il me dit: *«Oui et quand il sera ministre, il engagera mon fils...»* C'est cela, les solidarités obligées. Effectivement, ça donne envie de fuir. Je connais des Congolais qui fuient leur famille parce que sinon ils perdent tout.

P.-J.L.: C'est la doctrine de la fondation Olangi: inviter les Congolais émigrés à dénier leur famille pour être en droit d'accumuler sans mauvaise conscience[1].

F.R.: Le problème, c'est que des attitudes comme celle-là sont complètement en décalage avec la gestion d'un État moderne.

P.-J.L.: Comment une ancienne colonie et un pays colonisateur peuvent-ils entretenir une relation autre que conflictuelle? Avez-vous des exemples dans le monde académique?

Ph.D.V.: Auparavant, la coopération universitaire tenait du paternalisme intellectualiste mais on a fini par se rendre compte de l'injustice de cette manière de faire. Dans le domaine universitaire, il y a moyen d'avoir des relations non conflictuelles, positives, constructives et de partenariat réel. Mais il ne faut pas se leurrer, ces partenariats sont difficiles à mettre en œuvre et surtout à faire perdurer.

F.R.: Ma conviction est que nous n'avons aucun devoir historique ou moral par rapport au Congo. Mais la grande majorité de l'élite congolaise est formée en Europe et ça crée des liens de fait. Tout comme le fait qu'il y ait 120 000 Congolais qui vivent en Belgique.
L'autre aspect qui me frappe, c'est l'importance de l'équité dans les partenariats. Après la rupture de la coopération en 1991, j'ai rencontré les gens d'une ONG. Ils m'ont dit: *«Nous avons dû engager 10 Congolais plutôt que les 10 Blancs qui étaient là. Nous avons décidé de les payer comme les Blancs et d'être aussi exigeants avec eux. Et ça marche.»* Si on veut faire de la coopération, il faut imposer les mêmes exigences mais aussi les mêmes conditions de travail.

P.-J.L.: Que penser de la situation politique actuelle du Congo?

Ph.D.V.: Ce qui frappe, c'est l'absence d'une opposition populaire structurée et, de ce fait, une inertie sociale extrême. L'opposition politique est en grande partie formelle au sens où elle participe du même jeu de la centralisation et de l'appropriation des richesses


REUTERS/Finbarr O'Reilly

Joseph Kabila a été élu à la tête de l'Etat lors des élections de 2006. En voie de démocratisation, la RDC ne présente pourtant pas de réelle opposition populaire structurée.

que les pouvoirs en place. Il n'y a pas de mouvements sociaux structurés, populaires, profondément enracinés dans la population surtout rurale, porteurs de projets politiques pour lesquels ils sont prêts à «se battre». Mais des formes collectives d'expression, en particulier en milieu rural, émergent, petit à petit. Au Sud-Kivu, c'est la constitution des mutuelles de solidarité et de santé. Pour moi, la clé est là. Je ne parviens pas à concevoir un changement radical dans les stratégies de développement, débouchant sur une lutte efficace contre la pauvreté, s'il n'y a pas cette émergence des mouvements sociaux qui soient capables de lutter sur le plan politique et de défendre des projets cohérents.

F.R.: Je rejoins le constat sur l'incapacité à transformer l'essai sur le plan politique. Ceci dit, lorsqu'on vit dans une insécurité profonde du point de vue physique, économique et matériel, c'est compliqué de s'investir dans un mouvement social à même de se transformer en mouvement politique. Là, peut-être que la stabilisation du pays pourrait permettre l'émergence de mouvements sociaux plus forts, la maturation des valeurs politiques, qui sont déjà là dans certains domaines. Mais il me semble que l'absence de classe moyenne rend cela difficile.

Ph.D.V.: À Bukavu, la classe moyenne n'est numériquement pas très importante mais politico-économiquement, elle pèse très lourd. Le phénomène qui en découle est le phagocytage des campagnes par les villes, par une classe bourgeoise, surtout commerçante, dont l'objectif est d'accaparer le maximum du surplus économique via des mécanismes prédateurs.

P.-J.L.: Comment percevez-vous le développement économique du Congo? C'est un pays énorme. Huit millions d'habitants à Kinshasa, il faut bien les nourrir tous les matins...

Ph.D.V.: Ca marche, les gens trouvent toujours quelque chose à manger. Mais le «ça marche» est ambigu car la débrouille se fait dans une souffrance sociale indicible. La malnutrition dans certains quartiers de Kinshasa est profonde, bien plus grave que dans le Sud-Kivu. Le Congo est un pays qui produit, mais qui produit mal ou pas assez. Les Congolais disent toujours «Nous sommes des mendiants assis sur un tas d'or». Les économistes ont appris que l'abondance de richesses naturelles est parfois plus un problème qu'autre chose. Cela crée des systèmes productifs qui, très souvent, n'ont que peu de retombées sur l'ensemble des populations et contribuent peu au développement intégré du pays. N'oublions pas que 70% de la population de la RDC est constituée de paysans et que 45% a moins de 14 ans. On constate ainsi l'immense défi auquel ce pays est confronté en termes d'exigence de développement. Il faut scolariser ces enfants, on y parvient de moins en moins bien, et il faudra qu'ils puissent trouver du travail.

F.R.: Sur ce point, c'est catastrophique.

Ph.D.V.: Dans les campagnes, surtout, les contraintes commencent à peser lourd. Bien sûr que la situation économique de la RDC s'est améliorée ces 5 dernières années, le contraire eut été étonnant après les années de guerre, mais ça ne change rien au fait que 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. On est devant un réel désastre humain.

F.R.: J'ai vu, au cours d'un reportage dans la forêt de Kisangani, des gens qui me disaient bonjour par la fenêtre. Lorsque j'ai demandé pourquoi ils ne venaient pas comme les autres, mon accompagnateur m'a dit: *«Ils sont nus, n'ont plus de vêtements. Ils partent avant le lever du jour dans la forêt pour cultiver et ils reviennent quand la nuit est tombée...».*

P.-J.L: Tout autre chose: que penser de la couverture médiatique autour de ce cinquantenaire, ici en Belgique?

F.R.: Je pense que la Belgique est nostalgique d'une certaine grandeur passée. Ceci dit, la couverture médiatique m'étonne malgré tout, d'autant plus que la Belgique a toujours entretenu une distance avec son ancienne colonie. Le projet colonial n'a jamais été un projet national, il était essentiellement celui de la bourgeoisie catholique francophone. Le capital s'y est investi au fur et à mesure qu'il voyait que cela devenait rentable... Le Congo est le pays qui avait le moins de relations économiques avec sa métropole alors que les économies française ou anglaise étaient davantage liées à leurs colonies. La distance s'est accentuée avec le drame de 1960. La rupture a été immédiate, sèche. Les Belges sont partis en disant «Débrouillez-vous», ce qu'ils doivent gérer maintenant... Je crois que les Congolais sont beaucoup plus sereins vis-à-vis de la période coloniale que nous. Ceci dit, aujourd'hui, je pense que la Belgique assume beaucoup mieux ce passé colonial que les Français, par exemple. Mais le Congo n'a jamais été l'affaire de la Belgique. Ce n'était pas un projet national mais celui d'une certaine classe et du capital.

Propos recueillis par Julie Claus et Muriel Léger

1. Lire en page 37

ILS ONT CONTRIBUÉ À CE DOSSIER


D.R.

Philippe De Villé, macro-économiste de formation, est professeur émérite à l'UCL et professeur invité à l'Université catholique de Bukavu.

→ philippe.deville@uclouvain.be


D.R.

Chef de rédaction à l'information radio de la RTBF, **François Ryckmans** est chargé de cours à l'École de journalisme de l'UCL

→ fry@rtbf.be


D.R.

Historien, **Pierre-Luc Plasman** effectue une thèse de doctorat consacrée à l'étude du fonctionnement institutionnel et politique du Congo léopoldien.

→ pierre-luc.plasman@uclouvain.be


D.R.

Jean-Claude Willame est professeur émérite à l'UCL. Spécialiste de l'Afrique centrale et notamment de la région des Grands Lacs, il a à son actif de nombreux livres sur ce sujet.

→ jean-claude.willame@uclouvain.be


D.R.

Co-coordinateur de ce dossier, **Pierre-Joseph Laurent** est professeur d'anthropologie et directeur du Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP) de l'UCL. Spécialisé en anthropologie politique et de la parenté, il mène aussi des recherches sur les nouvelles formes de religiosités contemporaines.

→ pierre-joseph.laurent@uclouvain.be


D.R.

Michel Dumoulin, co-coordinateur de ce dossier, est professeur à l'UCL où il préside le Centre d'étude d'histoire de l'Europe contemporaine (IACCHOS). Il se préoccupe, à travers ses enseignements et ses recherches, de l'histoire des relations de l'Europe avec l'Outre-mer depuis la fin du XIXe siècle.

→ michel.dumoulin@uclouvain.be


D.R.

Thierry de Waha travaille au sein de l'Administration des relations internationales de l'UCL où il est en charge des relations avec l'Afrique et l'Asie.

→ thierry.dewaha@uclouvain.be


D.R.

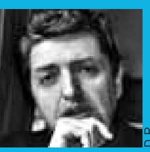
Stéphanie Planche est chercheuse et doctorante au Centre d'étude des crises et des conflits internationaux (CECRI) de l'UCL.

→ stephanie.planche@uclouvain.be


D.R.

Julie Van Damme est doctorante au sein du *Earth & Life Institute* et de la Faculté d'ingénierie biologique, agronomique et environnementale de l'UCL.

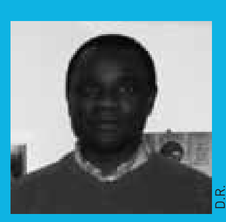
→ julie.vandamme@uclouvain.be



D.R.

Françoise Digneffe, criminologue et professeur émérite à l'UCL, s'intéresse aux questions d'histoire et d'éthique en criminologie. **Dan Kaminski**, est professeur à la Faculté de droit et criminologie de l'UCL où il étudie les transformations contemporaines de la pénalité. Tous deux ont participé au projet de création de l'École de criminologie de l'Université de Lubumbashi.

→ francoise.digneffe@uclouvain.be

→ dan.kaminski@uclouvain.be


D.R.

Angelus Mafikiri Tsongo, docteur en Sciences agronomiques de l'UCL est aujourd'hui le recteur de l'Université catholique du Graben à Butembo (RDC).


D.R.

Philippe Baret, professeur à la Faculté d'ingénierie biologique, agronomique et environnementale et membre du *Earth & Life Institute* de l'UCL, s'intéresse à la diversité génétique, à l'évolution et à une approche agro-écologique des systèmes agraires.

→ philippe.baret@uclouvain.be


D.R.

Pierre Defourny est président du *Earth & Life Institute* et professeur à la Faculté d'ingénierie biologique, agronomique et environnementale de l'UCL. Il anime une équipe de recherche en géomatique qui travaille sur la République démocratique du Congo.

→ pierre.defourny@uclouvain.be


D.R.

Bernard le Polain de Waroux, maitre de conférences et chef de clinique à l'UCL, est médecin. Il a développé plusieurs projets de collaboration avec le Bénin et la RDC concernant la formation en anesthésie et la prise en charge de la douleur.

→ bernard.lepolain@uclouvain.be

Michel Dumoulin

L'ENSEIGNEMENT SUR L'AFRIQUE a varié avec l'Histoire

Depuis le XIXe siècle, recherches et enseignements sur le Congo foisonnent à l'UCL. Mais, de la formation d'aumôniers à l'étude des rapports politiques entre la Belgique et le Congo, les productions et transmissions de savoir ont été influencées par les époques qui les ont vues éclore.

En 1886, un an après la proclamation de l'État indépendant du Congo, l'Université de Louvain ouvre un séminaire africain financé en partie par Léopold II. L'objectif est la formation d'aumôniers du personnel des stations de l'État. Faute d'un nombre suffisant d'étudiants, le projet se solde par un échec.
En 1908, le Congo est repris par la Belgique. Jules Van den Heuvel, président de l'École des sciences sociales, et ses collègues Edmond Leplae et Albert Meunier, pionniers de l'agronomie tropicale, proposent la création d'un programme d'enseignement destiné à assurer une formation professionnelle aux étudiants séduits par l'idée d'une carrière Outre-mer. Dotée d'un maigre budget mais bénéficiant de donations, la formation s'inscrit au sein de la licence en sciences commerciales organisée par l'École des sciences sociales. Elle subsistera jusqu'à la fin de la période coloniale.

Peu de place à l'Afrique

L'offre de formation grandit avec les années. En 1936, une vingtaine de cours traitent de questions coloniales. À partir de 1944, la perspective de l'expansion du marché du travail européen au Congo encourage la multiplication de diplômes: licence en sciences politiques et coloniales (1944), diplôme colonial interfacultaire (1947), élargissement substantiel du programme en agronomie tropicale, fondation de l'Institut africaniste (1952) actif dans les domaines de la linguistique africaine et de l'ethnologie. Dans le même temps, le Congo, enjeu de la conquête des âmes par les missionnaires, suscite le développement d'initiatives destinées à soutenir ces derniers. La plus connue est l'Association universitaire d'aide aux missions (AUCAM) fondée en 1925 à l'initiative du père jésuite Pierre Charles. *«Principal laboratoire d'un colonialisme éthique belge»* selon Jean-Luc Vellut, elle fut un foyer d'organisation de la jeunesse intéressée à l'Outre-mer.

L'européocentrisme conçoit la société africaine comme des objets immobiles que l'Europe a pour mission d'intégrer à l'histoire.

Plus le moment de la décolonisation approche, plus l'offre d'enseignement et la recherche s'enrichissent et se diversifient. Si certains, en 1960, conservent l'espoir de former à Louvain des cadres pour l'administration du Congo indépendant, d'autres entrent dans l'ère postcoloniale comme en témoigne la création, en 1961, de l'Institut d'étude des pays en développement sous la présidence de Guy Malengreau.
Les premiers enseignements sur le passé de l'Afrique organisés à Louvain sont marqués par l'européocentrisme qui conçoit la société africaine comme des objets immobiles que l'Europe a pour mission d'intégrer à l'histoire, synonyme d'une dynamique dont l'essence est le Progrès. Même constat dans le domaine de l'histoire des missions. Une chaire leur est consacrée à partir de 1927 grâce au mécénat d'Edouard Descamps qui lui donne son nom. Située en Faculté de théologie, elle ne traitera pas de l'Afrique —si ce n'est à l'occasion de conférences du père Charles— jusqu'au départ de son titulaire, Léon van der Essen, en 1962.

De la décolonisation…

L'abbé Louis Jadin, qui succède à Van der Essen, ouvre la chaire Descamps à l'Afrique, plus particulièrement à l'ancien royaume de Kongo. Il inaugure aussi à l'Institut africaniste, dont le programme n'en offrait pas encore, un cours d'«Histoire de l'Afrique noire et des missions depuis le temps des découvertes». Pionnier, à Louvain, de l'abandon

Archives UCL

L'AUCAM disposait à Louvain d'une maison où se réunissaient des étudiants intéressés par l'Outre-mer. Ici, une soirée de Noël dans les années cinquante.

de la perspective européocentrée, cet enseignement ouvre une brèche qu'élargit l'action d'anciens enseignants de Lovanium nommés à Louvain. Le rôle de Willy Bal à cet égard est déterminant. Doyen de la faculté de philosophie et lettres (en 1968) puis vice-président du conseil académique après avoir été professeur de philologie romane à Lovanium, il soutient l'intégration de l'enseignement de Jadin au programme de la section d'histoire. Puis, après la mort de ce dernier en 1972, il contribue, avec Roger Aubert, à la mise en place d'un ensemble de cours et séminaires portant sur l'histoire de l'Afrique centrale dont la responsabilité est confiée au professeur Jean-Luc Vellut.

Le mouvement qualifié d'«invention de l'Afrique» marque plusieurs générations d'étudiants et de chercheurs.

C'est sous son impulsion que les études d'histoire africaine prennent leur véritable essor. Les très nombreux travaux de séminaire, mémoires de licence et thèses de doctorat réalisés pendant un quart de siècle, la création de la série *Enquêtes et documents d'histoire africaine*, le patient travail visant à la constitution d'un fonds documentaire de qualité et la visibilité acquise par le Centre d'histoire de l'Afrique, contribuent au mouvement qualifié d'«invention de l'Afrique» qui, dans le domaine des *social sciences*, marque plusieurs générations d'étudiants et de chercheurs.
Las, au moment même où, en 2000, un mécénat permet la création d'une chaire africaine, d'autres horizons que ceux de l'Afrique mobilisent l'attention. Ce changement de cap et l'absence de relève de la génération qui avait fait entrer Louvain dans l'expertise africaine, créent un vide. Dans le même temps, l'intérêt d'un nombre grandissant d'étudiants et de chercheurs pour le passé colonial conduit à répondre à la demande avec les moyens du bord tandis que l'histoire de l'Afrique en tant que telle cède le pas à des recherches axées essentiellement sur le lien colonial et sa postérité.

… au développement

Plus récemment, les violentes polémiques relatives au régime léopoldien ont conduit à l'étude de sa représentation et de son instrumentalisation (lire en page 28) ainsi qu'à celle du discours, y compris sur Internet, relatif au «roi-souverain, roi génocidaire» replacé dans le cadre des débats en cours dans d'autres pays au sujet de la colonisation.
La période qui précède immédiatement l'indépendance de 1960 et l'ère postcoloniale constituent un second pôle de recherches. Citons celles relatives à la question, largement débattue, des réformes à apporter dans la gouvernance du Congo et celles relatives à l'enjeu international que constitue la Colonie durant la guerre froide. Au plan bilatéral, les rapports de la Monarchie avec le Congo et les relations entre celui-ci et la Belgique après 1960 mobilisent aussi l'attention.
Au plan international, les travaux relatifs au rapport entre la Belgique, le Congo et la construction européenne durant les premières années de celle-ci ouvrent la voie à de nouvelles recherches portant sur la trilogie décolonisation, association, développement —avec ou sans point d'interrogation— qui est à la base de la politique européenne envers l'Afrique et partant, le Congo. ■

Le Centre universitaire congolais Lovanium, construit à l'initiative de l'UCL au début des années cinquante.



Archives UCL

Lovanium: l'UCL au Congo

Déjà implantée dans le pays depuis 1926 via la Fomulac (Fondation médicale de l'Université de Louvain au Congo), l'UCL obtient, au début des années cinquante, la cession, par le gouvernement belge, d'une colline sur les hauteurs de Léopoldville. C'est là qu'elle décide d'installer le Centre universitaire congolais Lovanium. Celui-ci a pour objectif d'offrir une formation universitaire à des jeunes Congolais ayant auparavant suivi un enseignement secondaire dans des collèges créés à l'initiative des Missions catholiques.
En quelques années, Lovanium prospère: octobre 1954 voit s'y ouvrir la première année académique (sous l'autorité de Mgr Gillon, alors recteur de l'UCL), 1958, les premières remises de diplômes, 1961, les premiers docteurs. Le nombre de facultés et d'instituts s'accroit progressivement jusqu'à proposer une offre d'enseignement complète.
Après l'indépendance, le programme de l'université n'est pas tant bouleversé que son financement, alors que, par ailleurs, son nombre d'étudiants est en augmentation.
En juin 1971, une loi zaïroise change le nom de Lovanium en Université de Kinshasa. Et le 6 août, une ordonnance du président Mobutu l'oblige à fusionner dans un ensemble dénommé Université nationale du Zaïre. **J.Cl.**

Pierre-Luc Plasman et Stéphanie Planche

LE «CAS» Léopold

L'image du Roi Léopold II reste baignée de nombreux mythes et se prête aux représentations les plus diverses et aux usages les plus contradictoires. Cent ans après sa mort, il ne laisse toujours pas indifférent.

À maints égards, Léopold II constitue un cas à part dans l'histoire de la Belgique. Jamais en effet figure royale n'aura marqué la mémoire nationale d'une trace si ambivalente. Du «monstre sanguinaire» au «génie visionnaire» en passant par le «grand bâtisseur», le «coureur de jupons» ou le «souverain fantasque» aux «lubies» trop grandes pour son petit pays..., cent ans après sa mort, Léopold II ne laisse pas indifférent.

C'est qu'aujourd'hui encore, l'image que l'on conserve de ce «royal barbu» reste baignée de nombreux mythes. Et qu'il se prête dès lors aux représentations les plus diverses, mais aussi aux usages les plus contradictoires.

Sur la scène nationale, il est à la fois défendu au nom d'une certaine vision de la Belgique unitaire et brandi par les séparatistes dès qu'il s'agit de galvauder la monarchie. Sur la scène internationale, il est tour à tour loué et maudit suivant que l'on cherche à s'attirer les faveurs de la Belgique ou la mettre face à ses responsabilités.



REUTERS/Katrina Manson

La statue de Léopold II, sur les rives du fleuve Congo, à Kinshasa. Tel un spectre, l'ancien souverain n'en finit pas de hanter la mémoire belge.

Imposant mais insaisissable

Lorsqu'en 1853, le duc de Brabant annonce au Sénat que *«sincèrement dévoué à l'existence du Pays, [il] la confond avec la [s]ienne»*, il ne croit ainsi pas si bien dire. Pareil à un spectre qui continuerait de hanter sa petite patrie, il laisse planer sur la Belgique une ombre aussi écrasante qu'insaisissable.

> Quelques mois avant sa mort, il ordonne la destruction des archives de l'État indépendant du Congo, «son œuvre».

Car c'est là une autre caractéristique de cet imposant monarque: s'il a toujours fait beaucoup parler de lui, il n'en demeure pas moins largement méconnu. Peut-être Léopold II a-t-il lui-même cherché à brouiller les pistes puisque, quelques mois avant sa mort, il ordonne la destruction des archives de l'État indépendant du Congo, «son œuvre». Si le geste ne cessera par la suite d'alimenter les légendes, le mot, lui, n'est pas trop fort. La création d'un État au cœur de l'Afrique est bien due à la seule volonté royale. Ce qui n'empêche que sans les moyens humains et financiers de la Belgique, le Roi Souverain n'aurait pu garder très longtemps pied sur le continent noir.

Le scandale du caoutchouc rouge

Le drame qui se joue ensuite trouve son origine dans les fondations mêmes de cette colonie sans métropole. En raison des engagements consentis en matière économique et devant l'épuisement de la fortune royale, l'exploitation outrancière des ressources naturelles dont regorge le Congo apparait bientôt comme une porte de sortie salutaire. Ce que l'on avait coutume d'appeler le «miracle du caoutchouc» devient alors rapidement le «scandale du caoutchouc rouge». Face aux ordres pressants de Bruxelles, les fonctionnaires —pas toujours des plus recommandables— asservissent les populations à un travail forcé où les violences sont monnaie courante.

Des exactions graves ont été commises qui ont ému l'opinion publique d'alors et, à plus forte raison, celle d'aujourd'hui. Si l'on parle abusivement de génocide, il ne peut toutefois être occulté que les actions royales envers les atrocités n'ont pas été animées d'une énergie suffisante pour y mettre un terme.

Au soir de sa vie et sans descendance masculine directe, le vieux Souverain semble être obnubilé par les revenus financiers qui doivent l'aider à poursuivre au-delà de la tombe son gigantesque programme urbanistique. Mais ce faisant, il laisse aussi à la petite Belgique un héritage qui, à plus d'un titre, la dépasse... ■

L'UNIVERSITÉ DE GRABEN, au service de la population

Au Nord-Kivu, région de tensions et de violences, l'Université catholique du Graben vit en totale interaction avec la société locale, se substituant bien souvent à l'État.

«L'université a été créée par les forces vives locales. Ce sont ces liens et cette collaboration avec les partenaires locaux qui lui donnent sa stabilité malgré la situation difficile que connait la région du Nord-Kivu. Parallèlement à l'enseignement et à la recherche, l'université s'est donc donné une troisième mission: l'aide à la population», explique Angelus Mafikiri, recteur de l'Université catholique de Graben (UCG) et docteur en agronomie de l'UCL.

Située à Butembo, une ville de 750?000 habitants de la région du Nord-Kivu, l'UCG accueille près de 2?000 étudiants dans ses sept facultés.

L'université a été créée en 1989: *«L'époque de la libéralisation des études universitaires,* explique le recteur. *Auparavant, l'université était réservée aux nantis et il fallait parfois faire 2 500 km pour y accéder»*. Sous l'impulsion conjointe du diocèse, de la population, des associations et des entreprises locales, quatre facultés sont créées: agronomie car la région est principalement agricole; économie car les affaires sont florissantes à Butembo; médecine humaine car il n'y a alors ni hôpital ni médecin dans la ville et médecine vétérinaire. Aujourd'hui, l'UCG compte aussi des facultés de droit, de pharmacie et de sciences sociales, politiques et administratives.

Actrice du processus de paix

L'UCG est devenue l'une des principales autorités de la région et, bien souvent, prend en charge des missions que l'État devrait remplir. Elle le fait notamment via ses centres de rayonnement, consacrés à l'aide à la population.

> Les juristes informent la population de leurs droits et obligations et ils défendent ceux qui en ont besoin, surtout les plus pauvres.

C'est le cas du Centre de formation et d'animation pour un développement solidaire qui soutient des initiatives locales dans plusieurs domaines (agriculture, élevage, etc.).

Ou encore du Centre d'études juridiques appliquées: *«Les juristes informent la population de leurs droits et obligations et ils défendent ceux qui en ont besoin, surtout les plus pauvres»* indique Angelus Mafikiri.

Interlocutrice privilégiée des organisations internationales, l'UCG est également actrice dans le processus de paix. La Monuc, par exemple, n'agit jamais dans la ville de Butembo et ses environs sans la consulter. *«Accaparé par ses conflits, l'État ne parvient pas à tout gérer. L'UCG joue donc le rôle de médiateur»*, explique son recteur.



Reuters / STR New

Les conditions de vie des habitants dans la région du Nord-Kivu ont été mises à mal par les conflits armés. Ici, un camp de réfugiés géré par la MONUC.

Dynamisme de la recherche et de l'enseignement

En matière d'enseignement, l'UCG se montre aussi dynamique. Elle appartient à plusieurs réseaux d'universités nationaux, africains et internationaux et participe ainsi à des échanges d'étudiants et de professeurs. *«Nous recevons de nombreux professeurs étrangers et nous travaillons à la formation d'enseignants de qualité, notamment en collaboration avec l'UCL»,* souligne le recteur.

Les étudiants qui partent étudier à l'étranger rentrent deux mois par an à l'UCG pour partager l'enseignement qu'ils reçoivent. La recherche bénéficie elle aussi de ces échanges: l'étudiant qui part est encadré par un chercheur local et par un chercheur de l'université d'accueil et tous deux collaborent. Voici deux ans, l'UCG a créé un 3e cycle.

En plein développement et d'ailleurs un peu à l'étroit dans ses locaux, l'UCG est une université forte. Un statut qui a ses revers, comme l'explique le recteur: *«Les organisations internationales présentes aux Nord-Kivu puisent dans nos ressources: la Monuc nous a ainsi 'emprunté' pour une durée d'un an au moins notre webmaster, formé aux Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur.»* **Fany Grégoire**

→ www.ucg-rdc.org

Jean-Claude Willame et Thierry de Waha

UNIVERSITÉS CONGOLAISES: entre menaces et espoir

La coopération universitaire avec le Congo a connu des hauts et des bas. Depuis une dizaine d'années, elle est intense et diversifiée. Mais elle ne suffit pas à rencontrer les besoins d'un enseignement supérieur qui, pour rester une valeur sure de la reconstruction du pays, a besoin d'un sérieux réinvestissement de l'État congolais.



Si le colonisateur belge au Congo a formé sur le tas un nombre important de clercs et de petits commis de l'État, il a laissé en friche le terrain de l'enseignement supérieur au nom du principe «pas d'élites, pas d'ennuis».

La décolonisation survient donc sans que les élites congolaises aient bénéficié d'une formation de niveau supérieur. Ce retard est pourtant comblé avec un tempo accéléré entre 1960 et 1965: de six ou sept universitaires congolais formés en Belgique avant l'indépendance —ils forment le noyau dur de la gouvernance du colonel Mobutu—, le Congo compte rapidement plusieurs dizaines de licenciés puis de docteurs dans une variété de champs scientifiques (surtout les sciences humaines et la médecine).

D'autre part, cette décolonisation universitaire à marche forcée est menée avec une poigne de fer par Monseigneur Gillon, un recteur qui, constructeur et homme de chantier plus qu'académicien, ne s'embarrasse pas des états d'âme «nationalistes» de l'époque.

Au milieu des années soixante, les étudiants congolais mènent d'ailleurs plusieurs grèves pour protester contre l'infantilisation dans laquelle ils baignent et contre l'absence de tout dialogue avec les autorités académiques. Pour la plupart de celles-ci, l'Université Lovanium, telle une néo-colonie, représente en effet un prolongement de l'Alma Mater belge.

Des universités en vase clos

Il faut attendre la prise de pouvoir du général Mobutu pour que le nationalisme —congolais puis zaïrois— imprègne le tissu universitaire et contraigne les dirigeants européens de l'époque à passer par ses exigences. Lovanium disparait ainsi en 1971 pour être fusionnée dans un vaste ensemble dénommé Université nationale du Zaïre (Unaza) qui inclut les deux autres campus du pays, l'Université d'Elisabethville et l'Université de Stanleyville. Cette restructuration met fin à l'agitation estudiantine qui, branchée sur mai 1968 comme sur la contestation dans les grands campus américains, est durement matée et envoyée pour un temps dans les camps militaires.

Au fil des décennies, l'ancienne Université Lovanium, devenue Université de Kinshasa (Unikin), continue à former du mieux qu'elle le peut et avec des moyens de plus en plus restreints des élites universitaires. Celles-ci sont davantage jaugées à l'aune de leur attachement au parti unique et au régime du maréchal Mobutu qu'à celle de leur excellence en matière de recherche-développement...

> Les élites universitaires sont davantage jaugées à celle de leur attachement au parti de Mobutu qu'à celle de leur excellence.

Les meilleures d'entre elles s'expatrient aux États-Unis, en France ou en Belgique tandis que les coopérants universitaires, belges ou autres, rentrent peu à peu au pays à mesure que la crise financière puis politique s'approfondit.

Le campus de l'Université de Kinshasa, dans les bâtiments de l'ancienne Lovanium. Des menaces réelles pèsent sur l'enseignement supérieur congolais, dont l'État s'est fortement désinvesti.


D.R.

L'effondrement de l'Université nationale du Zaïre et la disparition progressive du soutien de l'État à ses universités publiques induit la multiplication d'établissements d'enseignement supérieur indépendants et privés. Cette tendance s'accélère à partir de 1990 avec la suspension des accords de coopération entre la Belgique et le Zaïre suite aux «incidents» survenus sur le campus de Lubumbashi.

L'arrêt de la coopération engendre également un ralentissement considérable des échanges académiques entre les universités belges et les trois grandes universités publiques (Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani). Pendant plus de sept années, elles fonctionnent quasiment en vase clos, isolées des courants intellectuels et scientifiques.

Développer recherche et enseignement

À la fin des années nonante, l'UCL prend l'initiative de relancer des partenariats avec certaines universités privées comme les Facultés catholiques de Kinshasa ou l'Université catholique de Bukavu. Elle estime que des recherches et enseignements pertinents peuvent être menés dans ces établissements que leur dimension plus réduite (quelques milliers d'étudiants au lieu des 25 000 étudiants des campus de Kinshasa et de Lubumbashi) rend plus gérable.

Par ailleurs, les réformes de la coopération belge modifient considérablement le cadre légal et le cadre opérationnel de l'aide au développement de la Belgique. Ainsi, la reconnaissance par l'État belge du CIUF (Conseil interuniversitaire de la Communauté française) et du VLIR (son homologue néerlandophone) comme partenaires de la coopération indirecte, permet de démultiplier les relations des universités belges avec leurs partenaires du Sud, en particulier ceux du Congo. Les moyens alloués par l'État belge à la coopération universitaire croissent rapidement et dépassent aujourd'hui 60 millions d'euros par an.

Coopération interuniversitaire

Dès 1999, la commission universitaire pour le développement (CUD) du CIUF prend l'initiative de relancer des collaborations ciblées avec les universités de Kinshasa (Unikin) et de Lubumbashi (Unilu). À partir de 2002, cette collaboration s'institutionnalise et se structure. Elle se poursuit par des projets interuniversitaires ciblés à Butembo, à Bukavu mais aussi à Kisangani et Mbuji-May.

Cette reprise de la coopération universitaire ne doit pas faire oublier les menaces qui pèsent sur le système d'enseignement supérieur congolais.

L'UCL est active dans ce portefeuille d'activités systématiquement exécutées avec la collaboration d'universités francophones et, parfois aussi, avec des universités néerlandophones. Depuis 2007, la RDC est devenue le pays le plus soutenu par la CUD.

Toutefois, cette reprise de la coopération universitaire ne doit pas faire oublier les menaces qui pèsent sur le système d'enseignement supérieur congolais confronté à une pénurie croissante d'enseignants qualifiés, à des infrastructures inchangées depuis quarante ans, à une massification, à des dispositifs réglementaires et légaux ne correspondant plus aux réalités universitaires actuelles et à des pratiques largement informelles comme cela se passe dans toute la société congolaise.

Malgré ses faiblesses, l'enseignement supérieur congolais reste une «valeur sure» et l'un des éléments de la reconstruction de la RDC. Mais sa relance ne pourra se faire avec la seule coopération universitaire. Un réinvestissement de l'État congolais est indispensable pour réguler ce secteur et le doter d'un mécanisme de financement structurel. ■

Philippe Baret et Julie Van Damme

LA CULTURE BANANIÈRE, RÉPONSE À l'insécurité alimentaire

Dans le Sud-Kivu, la culture bananière, riche des savoirs paysans et d'un environnement agro-écologique favorable, est très développée. Elle apporte une réponse à l'insécurité alimentaire des paysans de cette région dévastée par les conflits.

Évoquer le Sud-Kivu, c'est inévitablement susciter l'image des conflits qui dévastent la région, les exactions, les pillages, le bétail décimé… La violence a isolé les villages. Les cultivateurs ne se rendent plus que rarement dans les marchés, lieux privilégiés d'échanges de marchandises et d'informations. Pourtant, la population ne se résigne pas et des initiatives locales individuelles ou collectives voient le jour.
Dans ce pays dévasté, la culture bananière représente un atout et une réponse possible à l'insécurité alimentaire. Avec une production de 45 tonnes par hectare, le Sud-Kivu possède en effet les rendements bananiers les plus élevés de la région des Grands Lacs.

Un héritage de savoirs complexes

Ces rendements élevés sont partiellement dus à des conditions agro-écologiques très favorables. Mais la qualité des pratiques des agriculteurs contribuent aussi à ces performances. Dans ces systèmes de culture paysans, la bananeraie fait l'objet de soins particulièrement attentifs, résultats d'un héritage de savoirs complexes notamment dans la gestion du renouvellement de la fertilité.



Ph. Baret

Une bananeraie dans la région du Sud-Kivu. L'UCL s'implique dans un partenariat axé sur la contribution des systèmes agricoles au bien-être des populations.

> La culture bananière occupe une place centrale dans l'économie familiale. Elle représente en quelque sorte le compte en banque des agriculteurs!

Il faut dire que la culture bananière occupe une place centrale dans l'économie familiale. Elle représente en quelque sorte le compte en banque des agriculteurs!
Le caractère pérenne de la bananeraie et sa période de récolte flexible permettent d'obtenir un peu de liquidité à certains moments-clés de l'année. Ainsi, le régime amené au marché (et pas toujours récolté à maturité) permettra, par exemple, de scolariser les enfants en temps voulu. De plus, la culture bananière est une culture aux multiples usages. La vente de quelques bidons de bière de banane permettra de payer la main d'œuvre pour la construction d'une nouvelle case…

Initiatives collectives

Si les villages sont relativement isolés, il reste les discussions avec les «avoisinants» et ces palabres peuvent aboutir à la mise en place d'initiatives collectives. Témoins, les groupes de paroles qui se réunissent après la messe et qui mènent parfois à des améliorations dans l'organisation agricole.
C'est ainsi qu'un groupe de femmes de Lurhala s'est spontanément organisé et a uni ses forces pour accomplir des travaux agricoles lourds (labour, sarclage) dont aucune ne pouvait venir à bout isolément.
Ces éléments porteurs d'espoir ont été mis en évidence par une thèse menée en Faculté d'ingénierie biologique, agronomique et environnementale. Elle témoigne de l'implication de l'UCL dans un partenariat axé sur la contribution des systèmes agricoles au bien-être des populations. La Faculté a mené une recherche sur les sols, les systèmes agraires et l'innovation destinée à venir en appui aux initiatives locales. Celles-ci témoignent de cette même force de résilience qui anime Vénantie Bisimwa, mise à l'honneur en février dernier par un titre de docteur *honoris causa* de l'UCL, pour son travail avec les femmes victimes des atrocités de la guerre. ■

→ www.cialca.org

Pierre Defourny

DES HOMMES ET DES SATELLITES
une ingérence occidentale?

Grâce à une équipe de l'UCL, le Congo cartographie son territoire. Une façon de préserver l'environnement, et notamment les aspects liés à la déforestation.

Cartographier une portion du territoire congolais, c'est d'abord mobiliser un ensemble d'acteurs qui ne se rencontrent pas, rassembler toutes les connaissances disponibles, décoder le nom des lieux et s'accorder sur la hiérarchie des éléments à représenter. Cartographier, c'est partager une même réalité territoriale entre partenaires locaux. Souvent, c'est tout simplement faire exister la réalité pour les décideurs.
L'UNESCO et l'Institut congolais de la conservation de la nature (ICCN) ont entrepris de cartographier les 5 sites congolais du Patrimoine mondial[1], point d'appui indispensable pour progresser. Ce défi a été relevé par les équipes de Louvain et de Gand grâce à une mobilisation sans précédent de 17 organisations nationales et internationales et à la complémentarité de trois technologies spatiales. Le Système de gestion des informations sur les aires protégées (SYGIAP) était né.

Cartographie rapide du fleuve Congo

Dans le cadre d'une expédition scientifique belgo-congolaise menée en mai sur le fleuve Congo, une démonstration de méthode de cartographie rapide vient d'être réussie pour la région de Kisangani. Elle est financée par la Politique scientifique fédérale et fait suite à la carte générale du pays éditée en 2007 par les Presses universitaires de Louvain. La fusion raisonnée de données multisources permet d'optimiser l'interprétation interactive locale.
Chenaux, méandres, bras morts et autres bancs de sable affleurant du fleuve sont actuellement recensés à l'aide d'images satellites à très haute résolution spatiale, en partenariat étroit avec deux administrations et une ONG congolaises. L'expédition, pour sa part, va ramener les coordonnées GPS exactes de bornes géodésiques relocalisées.

> Le développement d'une méthode d'interprétation automatique des images satellites a permis d'estimer les taux de déforestation.

Les forêts du bassin du Congo constituent le deuxième massif de forêts denses humides au monde et sont au cœur des préoccupations internationales. Pour son «Rapport sur l'état des forêts», publié par l'Observatoire



Synthèse de 7 ans d'images quotidiennes du satellite MODIS mettant en exergue le tracé du fleuve Congo sans un nuage.

des forêts d'Afrique centrale, le développement d'une méthode orientée-objet d'interprétation automatique des images satellites a permis d'estimer, pour la première fois, les taux de déforestation et de dégradation des forêts pour les périodes 1990-2000-2005.
Ces estimations, devenues cruciales pour la RDC, sont en cours d'analyse à l'aide de modèles spatiaux pour documenter de manière quantitative les causes de la déforestation. À partir d'images satellites à 80 cm de résolution, les chercheurs de l'UCL et de l'université de Kisangani sont mobilisés par l'analyse en 3-D de la canopée de la forêt de Yoko.

Questionner l'expertise scientifique

Forte d'une légitimité rarement questionnée, l'expertise scientifique occidentale développe actuellement un discours explicatif sur des écosystèmes locaux avec une connaissance territoriale inégalée, sans nécessairement être en prise avec les dynamiques de terrain.
L'évolution des technologies d'observation de le terre et le développement scientifique de méthodes géomatiques, sont-ils condamnés à accentuer cette distanciation entre le global et le local et à cultiver une surveillance voire une ingérence à distance? Question essentielle qui a pu être étudiée avec l'équipe de philosophes du Pr. Bernard Feltz (UCL) à la faveur du prix Tractebel-Environnement.
L'analyse des expériences en cours dira combien cette mise en débat interdisciplinaire aura réussi à enrichir les démarches des chercheurs. ■

1. Il s'agit du Parc national de Kahuzi-Biega, du Parc national de la Garamba, du Parc national de la Salonga, du Parc national des Virunga et de la Réserve de faune à okapis.

Françoise Digneffe et Dan Kaminski

Reconstruire la justice
SUR DES BASES LOCALES

La reconstruction de l'État congolais passera aussi par la réforme de sa justice pénale. Des criminologues belges et congolais travaillent de concert, en prônant la rencontre de la criminologie et des droits humains.

Parmi les multiples chantiers ouverts en vue de la reconstruction de la société et de l'État congolais, celui de la réforme de la justice pénale n'est pas des moindres. Des réformes telles celles du code pénal, du code de procédure pénale, de la police, des politiques en matière de jeunes délinquants et leur mise en œuvre contribueront sans doute à dessiner les contours futurs de cet immense pays.

Seront-elles imposées «d'en haut», dictées par les pressions intérieures et internationales, inspirées des anciennes pratiques coloniales, copiées sur les modèles occidentaux? Ou auront-elles l'intelligence et l'audace de s'inspirer de certaines pratiques informelles empreintes parfois d'une sagesse insoupçonnée?

Dans ce contexte, l'appel lancé en 2002 par le recteur de l'Université de Lubumbashi pour soutenir la création de la première École de criminologie en République démocratique du Congo a constitué un énorme défi. Car il ne suffit pas de mettre en place un cycle d'études universitaires et de former des enseignants et des chercheurs, il faut encore se demander comment et pourquoi le faire, dans la mesure où les responsabilités qu'ils auront à assumer seront non seulement scientifiques mais aussi politiques et éthiques. C'est la raison pour laquelle, dès le départ, il parut essentiel d'inscrire le programme d'enseignement dans la rencontre de la criminologie et des droits humains.

À peine sorti d'une guerre ravageuse, le Congo est un pays où la justice doit aussi se reconstruire.


REUTERS/Peter Andrews

Changer de catégories juridiques

Les premières recherches doctorales se sont inscrites dans cette optique et ont rapidement mis en évidence, comme l'écrit Raoul Kienge-Kienge Intudi dans sa thèse, qu'il faut se débarrasser des catégories juridiques pour pouvoir décrire ce qui se passe sur le terrain, pour éclairer et comprendre les pratiques. Loin des conceptualisations habituelles, les quatre premiers doctorants de l'école de Lubumbashi, devenus docteurs en novembre 2009, ont construit des modèles théoriques nouveaux qui remettent en question les catégories juridico-morales sous lesquelles les observateurs pressés ont tôt fait de qualifier des pratiques trop rapidement dévalorisées[1].

> La nécessité d'éviter d'«abimer le conflit» est un des constats qui méritent d'être relayés auprès des commissions de réforme du droit congolais.

Un seul exemple, celui de l'étude empirique de la prise en charge des faits qualifiés de «viol» par le parquet et qui, dans la plupart des cas, aboutissent à des non-lieux. Cette étude «met en lumière une série de pratiques qui, aux yeux des juristes, ne peuvent pas avoir droit de cité au sein du système pénal» et nous mettent notamment devant «une autre manière de rétablir l'harmonie dans les rapports entre membres de la société... (obéissant) à une logique différente de celle de la justice pénale»[2].

La nécessité d'éviter d'«abimer le conflit» par l'intervention pénale, le privilège de la réconciliation sur la punition sont quelques-uns des constats qui méritent d'être relayés auprès des commissions de réforme du droit congolais, mais qui obligent également les criminologues occidentaux à s'interroger et à interroger les pratiques de leur propre société. Soutenir de telles recherches, collaborer à leur réalisation et à leur diffusion, représente pour nous une forme de partenariat où chacun s'enrichit au contact de l'autre. ■

1. Honoré Ngoie Mwenze, Gabin Bady Kabuya, Ildephonse Tshinyama Kadima et Norbert Lupitshi Wa-Numbi ont respectivement et magistralement travaillé sur la co-production de la sécurité des Usines de la Gécamines par les polices privées et publiques, sur le travail quotidien d'un magistrat du parquet à Lubumbashi, sur la vie d'un commissariat de police à Lubumbashi et sur les trajectoires de sortie de la rue des jeunes dits «enfants de la rue».

2. G. Bady-Kabuya, «Le ministère public congolais: bailleur de contrainte, pourvoyeur de statuts et facilitateur dans les négociations», Droits et cultures, 56, 2008/2, p.102.

Bernard le Polain

La douleur,
AUSSI UNE QUESTION DE CULTURE

Soigner les patients, c'est aussi contrôler leur douleur. Des médecins belges et congolais travaillent ensemble afin de mieux la prendre en charge et d'offrir aux patients le plus de confort possible.

Au Congo, en cas de cancer, par exemple, de très nombreux patients n'ont pas accès aux traitements thérapeutiques. Souvent, leurs familles ne peuvent supporter financièrement une hospitalisation prolongée ou des soins spécifiques. Elles préfèrent, dans ce contexte difficile, garder leurs patients à domicile. Encore faut-il pouvoir leur assurer un minimum de confort et, en particulier, un contrôle adéquat de la douleur.
Ce contrôle s'avère plus complexe qu'il n'en a l'air… L'évaluation de l'intensité de la douleur est en effet complexe: elle peut être exprimée très différemment en fonction du contexte culturel, social, familial. Les échelles d'intensité de la douleur employées en Belgique ne sont souvent pas pertinentes au Congo. C'est pourquoi les Services d'anesthésiologie des Cliniques universitaires Saint-Luc et des Cliniques universitaires de Kinshasa (Pr Kilembe) ont décidé de développer ensemble un projet de prise en charge de la douleur.

La douleur: un enjeu social

D'abord, il faut créer des échelles d'intensité adoptées. Pour cela, le laboratoire du Pr Jean-Louis Thonnard (Faculté des sciences de la motricité de l'UCL) s'est basé sur le modèle de Rasch qui permet de créer des échelles sous forme de questionnaires simples, adaptés aux différentes conditions et pathologies. Aujourd'hui, à Kinshasa, le Dr Kosi utilise ce modèle pour sélectionner les items les plus pertinents pour les patients congolais.

Mieux connaitre les croyances relatives à la douleur et leur impact social constitue un enjeu majeur.

Il est aussi nécessaire de prendre en compte l'impact du contexte social local. En effet, chaque société possède ses propres modes de fonctionnement. Mieux connaitre les croyances relatives à la douleur et leur impact social constitue donc un enjeu majeur: cela doit permettre aux soignants –médecins et personnel paramédical– de mieux intégrer le traitement dans la structure sociale. Dans le contexte congolais, la répercussion sociale de la douleur est spécialement importante et le soutien de l'entourage est primordial pour le patient.
Cela ressort clairement des entretiens réalisés dans le cadre de la recherche sur les enjeux sociaux de la douleur menée par le Pr B. Lapika, anthropologue à l'Unikin: la douleur est le premier motif de consultation vers la médecine allopathique. Les patients attendent un soulagement immédiat bien avant d'attendre la guérison. Mais ils éprouvent des difficultés considérables à qualifier et évaluer la douleur qu'ils éprouvent. La décision de se tourner vers un hôpital et la prise en charge de la douleur se font sur le mode communautaire.



Reuters / Zobra Bensemra

L'accès aux soins n'est pas garanti équitablement à tous les Congolais. Ici un médecin examinant un bébé à Bunia.

LE MOT POUR LE DIRE

Maurits Van Overbeke

Congo

À l'inverse des Anciens – *Nomen est omen !* – on ne croit plus que le nom prédestine. Sauf quand, le chauvinisme aidant, il s'agit de nommer ou de renommer un pays. Témoin la Haute-Volta qui devint en 1984 la terre (*Faso*) des intègres (*Burkina*). S'appeler ainsi, n'était-ce pas sous-entendre que les habitants d'autres terres ne l'étaient pas? En Birmanie aussi, la junte militaire (les geôliers d'Aung San Suu Kyi) préféra en 1989 le nom *Myanmar*, se basant sur les vertus d'ancêtres mythiques, réputés forts et véloces. Au demeurant, quel pays n'a pas des fondateurs comblés de vertus? Ne chantons-nous pas nous aussi «nos aïeux et leur gloire immortelle»?

Quant au *Congo*, avant d'être le nom d'un pays, il fut (et reste) celui d'un des plus grands fleuves du monde. En kikongo, où le mot signifie «cours d'eau», il devint d'abord le nom de ce fleuve, avant de s'étendre à la région qu'il arrosait. Selon la légende, quand, en 1482, l'explorateur portugais Diogo Cão en découvrit l'embouchure, il entendit les natifs l'appeler *Nzadi*, ce qu'il interpréta comme *Zaïre*. C'est ce nom que, quelque cinq siècles plus tard, Mobutu choisit pour remplacer Congo. Gageons qu'en l'occurrence il ne fut pas inspiré par la pièce de Voltaire, où Zaïre est une jeune esclave. Voulant plutôt rompre avec le passé colonial, le maréchal s'imagina «faire de l'authentique», un peu comme Ugolin plante de l'authentique dans *Manon des sources* de Pagnol. En réalité, ce «retour aux sources» ne fut que le rappel d'un malentendu portugais, pis, le retour au début de la colonisation et de la traite négrière. Or, *Zaïre* étant adopté comme nouveau nom du fleuve et du pays, le «Père de la nation» entendit *zaïriser* tous azimuts. Aussi fit-il bientôt payer en *zaïres*, remiser le costume européen et changer les toponymes, en particulier les noms des grandes villes, de même que les prénoms chrétiens, qui rappelaient par trop l'empreinte des missionnaires belges.

Durant les décennies suivantes, la *zaïrisation* forcée ne parvint pourtant pas à occulter les faces sombres d'un pouvoir sans partage. L'attrait de «l'authentique» ayant fait long feu, ne resta plus que le prétexte qui l'avait inspiré. Il se prolongea néanmoins jusqu'en 1997, lorsque le rebelle Kabila, Laurent-Désiré de son prénom, poussa le dictateur égrotant vers la sortie et renoua avec l'appellation *Congo*. Son fils Joseph continue sur cette lancée. ■

EC / ECHO / F. Coemans



Pour les soignants, il est important d'intégrer le traitement dans la structure sociale.

Une partie du traitement de la douleur repose sur des thérapeutiques médicamenteuses. L'échelle des analgésiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) propose d'utiliser d'abord des molécules avec un potentiel thérapeutique et des effets secondaires très limités puis, si la douleur n'est pas soulagée, de se tourner vers des molécules plus puissantes comme la morphine.

> Il faut tenir compte du coût de chaque médicament, de sa disponibilité et de ses effets thérapeutiques en fonction du milieu.

Pour appliquer ce genre de protocole à Kinshasa, il faut tenir compte du coût de chaque médicament, de sa disponibilité et de ses effets thérapeutiques en fonction du milieu. L'UCL et l'Unikin ont centré leur recherche sur le tramadol, une molécule facilement disponible sur le marché local. Peu efficace en lui-même, ce médicament doit être transformé par le corps en produit actif grâce à une enzyme. Mais chacun ne dispose pas de la même quantité d'enzymes. Dans la population caucasienne –à laquelle appartient la population belge- un patient sur dix ne tire aucun bénéfice de l'administration de tramadol. La recherche menée à Kinshasa permettra de déterminer la proportion de patients chez qui ce médicament est vraiment utile et d'adapter les protocoles en conséquence.

À la recherche s'ajoute l'aspect opérationnel journalier: prévoir un antalgique à prix raisonnable est indispensable pour mettre en œuvre les protocoles de prise en charge. Or la morphine, extrêmement efficace dans certaines douleurs et de coût très modeste, n'est quasi pas disponible actuellement. ■

Pierre-Joseph Laurent

LE «RÉVEIL» de Kinshasa


REUTERS/Corinne Dufka

Les fidèles d'une Église pentecôtiste congolaise sont rassemblés pour prier.

Avec 5 000 Églises, le «réveil religieux» connait une ampleur considérable à Kinshasa. Très présent aussi en Belgique, il cherche à donner «force» et «identité» à des populations confrontées à de multiples difficultés.

Lorsqu'on sillonne la République démocratique du Congo et plus particulièrement Kinshasa, on est interpellé par l'ampleur du phénomène de «réveil religieux». Des panneaux publicitaires vantent les mérites de l'Esprit de puissance: «Dieu est fort», «Dieu sauve», «Jésus Christ est le Dieu des miracles», «Recevez ici votre visa pour le ciel…». Les nouvelles Églises sont nombreuses: «La nouvelle Église de pente-côte», «Campus pour Christ», sans parler des plus connues telles les Assemblées de Dieu ou encore la Fondation Olangi…

Pour la seule ville de Kinshasa, les spécialistes dénombrent pas moins de 5?000 Églises.

Initialement, la dénomination «évangélique» regroupe un certain nombre d'Églises d'obédience néo-protestante. Leur objectif est de ranimer les Chrétiens endormis dans une foi routinière et passive —d'où leur qualificatif «Églises de réveil»— et leur message est celui d'une foi concrète, vivante et immédiate, «réveillée» à grand fracas. Des clameurs s'élèvent des quartiers animés par les chants des fidèles qui appellent l'Esprit-Saint. Dans les parcelles, les églises et les espaces publics (les stades parfois), sur les ondes des radios et les chaînes de télévisions privées, des pasteurs exorcisent et des fidèles témoignent de guérisons miraculeuses.

Le mode d'emploi du monde

Associées à une urbanisation incontrôlée, ces Églises ont envahi Kinshasa. Elles délivrent «des biens» là où la participation de beaucoup à la consommation et l'accès aux richesses se réduisent souvent à une «vitrine». La modernité insécurisée renvoie à un moment où les anciens principes de la sécurité sociale, économique et culturelle —principes promus par les sociétés coutumières— n'existent plus, balayés par une forme de modernité globalisée où l'État-nation n'est pas, pour autant, en mesure d'assurer pour la majorité une forme nouvelle de sécurité sociale (pensions généralisées, aides publiques, accès à la santé, à l'école, chômage…).

> **La référence à la Bible est pour les fidèles déboussolés le mode d'emploi du monde.**

Différentes sources de pouvoirs (pouvoirs étatiques, coutumiers, communaux, religieux, etc.) coexistent, s'empilent, s'entrechoquent, se disqualifient, rivalisent dans la gestion des mêmes espaces, en même temps qu'apparaissent des troubles, parfois violents, de l'identité.

Dans un environnement où l'anonymat croît au rythme de

l'urbanisation, il devient urgent de mettre la main sur la cause de son propre malheur. La référence à la Bible est pour les fidèles déboussolés le mode d'emploi du monde. Les croyants ainsi capables de discriminer le bien du mal peuvent associer la cause de leurs malheurs à la figure anonyme de Satan. Satan renvoie ici à ceux qui les jalousent, les persécutent et les confinent dans la misère.

Déposer son fardeau

Le déficit de la solidarité étatique et institutionnelle, couplé aux difficultés quotidiennes liées à la survie, conduit à un face-à-face permanent entre les personnes. À défaut d'institutions étatiques tierces pour réguler ce face-à-face, il est possible de parler d'une forme de crise sorcière essentiellement urbaine et contemporaine. Les «nouveaux mouvements religieux» deviennent alors des lieux où les fidèles espèrent déposer ce fardeau, né d'un gouvernement de la société où l'imaginaire et la rumeur règnent en maître, de même que la défiance, la rancœur, la peur. La «famille de prière» apaise déjà par une forme de confiance retrouvée au sein d'un groupe d'affinités électives.

Le religieux traite ici des frontières de l'identité ou encore de la prise en charge des troubles de l'identité. Ainsi, par l'exorcisme, les possédés expriment leurs doutes. La source de la souffrance de certains fidèles résulte d'une indécision, induite par un choix de vie impossible à prendre, toujours différé. Et la capacité de prise en charge de cette indécision par les Églises permet aux fidèles de vaincre le doute et de réaffirmer son autre identité par la certitude de la foi (en soi) retrouvée.

La diversité de ces Églises est importante et leur plasticité atteste d'une capacité d'adaptation aux situations les plus contrastées. Emblématique à ce propos, la fondation Olangi officie au sein de la diaspora congolaise. Créée en 1990, elle est aujourd'hui bien implantée en Belgique et aux USA, notamment. Appelée aussi «Ministère du combat spirituel congolais», la fondation du couple Olangi est un cas exemplaire.

L'enjeu majeur de la Fondation Olangi consiste à détacher le migrant des relations affectives qui le relient à sa famille d'origine afin d'adopter un mode de vie occidentalisé.

L'enjeu majeur de sa doctrine —inhérent à son implantation en Europe— consiste à détacher le migrant des relations affectives qui le relient à sa famille d'origine afin qu'il puisse adopter un mode de vie plus occidentalisé et surtout conserver ses ressources financières au sein d'un cercle familial restreint sans craindre les rancœurs de ceux qui restent au pays. Car, dans le cas contraire, les obligations familiales traditionnelles continuent, parfois pendant plusieurs générations, à exercer sur le migrant une véritable tutelle symbolique et financière.

La fondation nait d'abord à Kinshasa. C'est une association tournée davantage vers les nantis de la mégalopole –légitimant l'accumulation pour soi. Parallèlement, elle s'établit en Belgique. Elle se définit comme une école plutôt qu'une Église. Son objectif est de soigner l'esprit de l'adepte soumis à des puissances négatives par un rituel de «lavement du corps» considéré comme le siège du mal. Il convient de «curer son âme» afin d'accéder aux promesses et aux bénéfices du Divin sans craindre désormais la persécution du groupe.

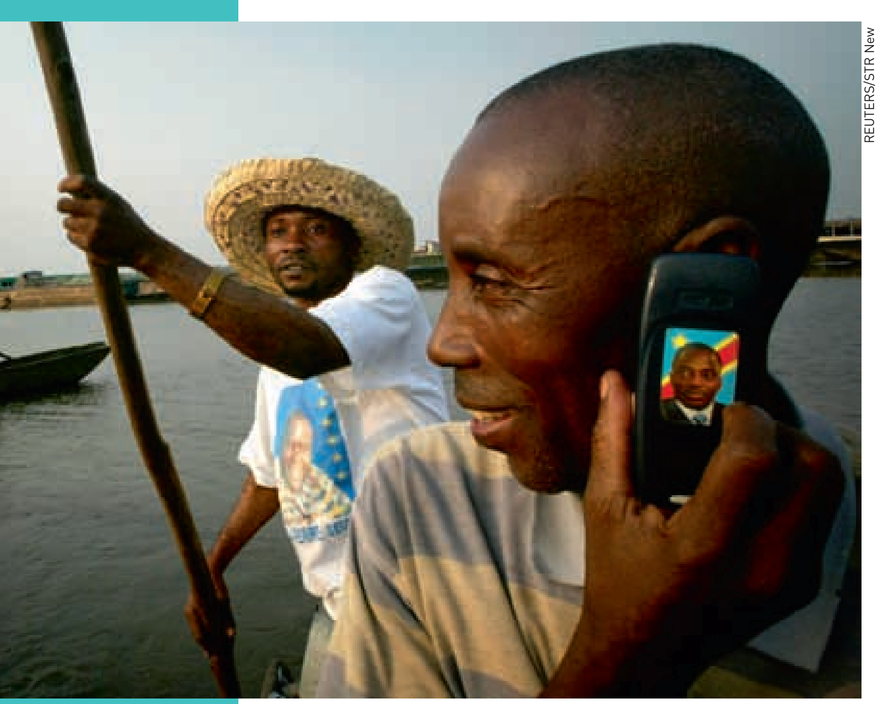
Des offrandes payées anticipativement

Le dimanche après-midi, le couple berger qui anime le «culte de l'adoration» explique que la prospérité (ici bonheur et paix instituée par une vie plus individualiste) n'est acquise qu'à la condition de procéder à des offrandes, payées anticipativement à Dieu afin qu'il puisse combattre les ennemis (famille et clan) à la place des disciples. Dieu recevant anticipativement des dons est comme obligé d'accomplir ses promesses, entre autres délier les pactes –transmis de génération en génération, entre un individu et une puissance (génies/fétiches) afin d'obtenir en échange sacrifices, richesses, pouvoir et prospérité– tandis que le membre doit assainir l'environnement dans lequel il vit. L'enjeu consiste à s'émanciper, sans mauvaise conscience, de l'environnement social, désormais perçu par le riche ou le migrant comme une obligation de supporter les autres. S'émanciper de la famille élargie équivaut ici à sortir d'une forme de captivité.

À Kinshasa, contre les difficultés quotidiennes des fidèles, ces Églises aux multiples visages offrent généralement un lieu pour faire naitre l'apaisement par l'auto-estime. Celle-ci s'étaye dans un cadre apolitique dès lors que les causes des malheurs sont circonscrites à l'individu. Celui-ci est invité à se libérer par l'exorcisme de ses propres démons et les pasteurs balisent les pistes pour tenter de rejoindre la société libérale globalisée qu'il est moins question de contester que d'assimiler. ■

—

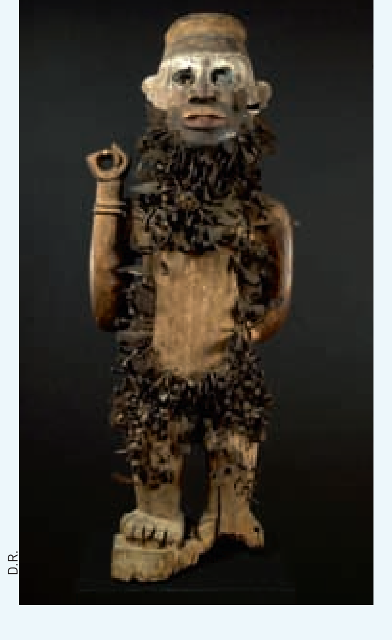
Selon Pierre-Joseph Laurent, les principes promus par les sociétés coutumières n'existent plus, balayés par une forme de modernité globalisée où l'État-nation n'est pas pour autant en mesure d'assurer une forme nouvelle de sécurité sociale.



REUTERS/STR New

POUR ALLER PLUS LOIN…

Retrouvez les références bibliographiques et les sites Internet relatifs à ce dossier sur le site de la revue *Louvain*: www.uclouvain.be/revue-louvain


D.R.

Le 7 octobre 2010, l'UCL et la K.U.Leuven organiseront une séance académique commune, consacrée aux 50 ans de l'indépendance du Congo. Cette séance clôturera les travaux d'un groupe de travail, commun aux deux universités, ayant pour objectif d'élaborer une vision sur le rôle que les deux universités peuvent ou doivent jouer dans la relance de l'enseignement supérieur en RDC.

Cette séance coïncidera avec le vernissage de l'exposition «Mayombe. Maîtres de la Magie», qui se déroulera du 8 octobre 2010 au 23 janvier 2011 au Musée M de Leuven et du 8 avril au 3 juillet 2011 au Musée de Louvain-la-Neuve.
Cette exposition présentera plusieurs œuvres majeures tirées des collections de sculptures africaines de l'ancien Congo belge détenues par la K.U.Leuven, le Musée royal de l'Afrique centrale et l'UCL.
Ces objets provenant du Mayombe, une région du Bas-Congo située à l'embouchure du fleuve Congo, ont été rassemblés il y a cent ans par des missionnaires de Scheut. L'exposition abordera les statues avant tout sous une perspective esthétique, qu'elle étayera de données historiques et anthropologiques concernant leur provenance, leur fonction, le contexte de création et leur signification.

Par ailleurs, l'UCL et la K.U.Leuven organiseront des séminaires thématiques conjoints (coopération médicale, production agricole durable…) consacrés au Congo entre les mois d'octobre et de décembre, à Leuven, Woluwe et Louvain-la-Neuve.

→ **Infos: www.uclouvain.be/revue-louvain**

Diplômés de l'UCL, connectez-vous sur www.uclouvain.be/alumni, inscrivez-vous et recevez, chaque mois, la *Louvain Newsletter.*



UCL
Université catholique de Louvain

Louvain
Revue bimestrielle de l'Université catholique de Louvain.
Ne paraît pas en août-septembre.
Les articles signés n'engagent que leurs auteurs. Titres et chapeaux sont de la rédaction.
Louvain applique les règles de la nouvelle orthographe.

Louvain est une réalisation du Service presse et communication de la Direction du développement institutionnel et culturel de l'UCL (DIC).

Louvain
Halles universitaires
Place de l'Université 1
1348 Louvain-la-Neuve
www.uclouvain.be/revue-louvain

Directrice de la publication et éditrice responsable
Diane Vercruysse

Rédactrice en chef
Dominique Hoebeke
dominique.hoebeke@uclouvain.be
Tél. 010-47 81 02

Rédactrice en chef adjointe
Julie Claus
julie.claus@uclouvain.be
Tél. 010-47 92 95

Secrétariat
Charlotte Descampe
charlotte.descampe@uclouvain.be
Tél. 010-47 89 35

Comité d'orientation
Pr Marc Lits, président
Pr Vincent Blondel
Pr Nathalie Delzenne
Pr Jean-Louis Dufays
Pr Axel Gosseries
Pr Jean-François Rees
Pr Frédéric Thys
Diane Vercruysse
Dominique Hoebeke
Julie Claus

Collaborateurs
Isabelle Decoster
Fany Grégoire
Muriel Léger
Anne Mauclet
Anne-Marie Pirard
Françoise Rondeau

Maquette et mise en page
Double Page

Imprimerie
Les Éditions européennes, Bruxelles
Imprimé sur papier blanchi sans chlore

Prix au numéro
5 €

Abonnement à 5 numéros
25 € (Belgique)
30 € (Union européenne)
35 € (reste du monde)
Pour s'abonner: via le compte 340-1508534-28 (communication «abonnement Louvain»)

Gestion des abonnements
Réginald Evrard
reginald.evrard@uclouvain.be
010-47 91 75

Photo de couverture:
Reuters / Charles Platiau



Université catholique de Louvain UCL

Membre de l'Académie universitaire 'Louvain'